

Chapitre 4

Le continent américain entre tensions et intégrations régionales

Table des matières

1	De multiples contrastes	2
1.1	L'évolution historique du continent américain	2
1.2	Les évolutions économiques	2
1.3	Les inégalités de développement	3
2	Des tensions importantes	3
2.1	Le rejet de la puissance américaine	3
2.2	Les tensions entre les États d'Amérique du Sud	4
2.3	Les tensions internes aux États	4
3	Les intégrations régionales et leurs limites	4
3.1	Trop d'organisations ?	4
3.2	Le MERCOSUR et l'ALENA	5
3.3	Les limites des intégrations régionales	5

Introduction

Le continent américain s'étend sur 42 millions de kilomètres carrés et il abrite une population de 930 millions d'habitants. Il est constitué d'États jeunes qui ont été créés par des colons européens. En raison des choix des colonisateurs, le Nord et le Sud du continent ont chacun une organisation économique et sociale différente. Les tensions sont nombreuses entre les États et à l'intérieur de chacun d'entre eux. Cependant, le continent américain s'insère aujourd'hui dans la mondialisation et pour conserver leur puissance ou pour se développer, les États font le choix de l'intégration régionale.

1 De multiples contrastes

1.1 L'évolution historique du continent américain

En 1492, Christophe Colomb atteint les Caraïbes. Dans son sillage, les Portugais et les Espagnols colonisent l'Amérique latine. Ils détruisent les États et les sociétés indigènes et mettent en place un mode d'exploitation prédateur. Ils exploitent d'abord les ressources naturelles (le bois de braise, les métaux précieux), puis ils ouvrent des plantations et font venir des esclaves d'Afrique. Il en résulte une société diversifiée (Blancs, Noirs, Indiens, Métis...) où la ségrégation raciale est importante.

L'Amérique du Nord a été colonisée par des Européens du Nord-Ouest (Anglais, Français, Hollandais). De nombreux immigrants (qui étaient protestants) ont quitté l'Europe à cause de l'intolérance religieuse. Ils ont apporté les valeurs de la démocratie et de la tolérance. Cependant, comme les Ibériques, les colons ont exterminé les Indiens et fait venir des esclaves. En 1773, les Américains se révoltent contre Londres au nom du droit à la liberté et au bonheur. Leur indépendance est reconnue en 1783.

1.2 Les évolutions économiques

L'Amérique du Nord suit les traces de l'Angleterre et opte pour le libéralisme économique. Aux États-Unis, l'État fait venir des immigrants pour peupler l'ouest du pays, il lance la construction des chemins de fer et soutient l'industrialisation. En 1920, les États-Unis sont la première puissance économique mondiale.

Les pays d'Amérique latine obtiennent leur indépendance au début du XIX^e siècle. Cependant, ils conservent le modèle économique hérité de la colonisation et demeurent des exportateurs de matières premières agricoles ou minières. Aucune industrie n'est créée. En 1929, ils subissent de plein fouet la crise mondiale. La demande mondiale baisse et les cours s'effondrent. Sous la direction de dirigeants populistes (Vargas au Brésil, Peron en Argentine...), ils ferment alors leurs marchés et se lancent dans des politiques d'Industrialisation par Substitution aux Importations (ou ISI). Durant les Trente Glorieuses, les États lancent des programmes de développement et des politiques sociales en faveur des plus pauvres et des Indiens. Pour financer ces programmes, ils empruntent des fonds aux banques du Nord. Dans les années 1980, la chute des prix du pétrole et des matières premières provoque une crise de la dette en Amérique latine. Les États se déclarent l'un après l'autre incapables de rembourser leurs emprunts.

Pour leur venir en aide, les Etats-Unis, le FMI et la Banque leur imposent le "*consensus de Washington*" : en échange d'un soutien économique (principalement de nouveaux prêts bancaires), ils doivent libéraliser leurs économies et ouvrir leurs frontières. Le FMI impose aussi des "*Plans d'Ajustement Structurels*"; ce sont des plans de rigueur particulièrement brutaux. Dans des Etats, où la population est en pleine croissance et où les jeunes sont très nombreux, les gouvernements doivent réduire leurs dépenses sociales (santé, éducation, logement...). Les petits paysans sont ruinés par l'arrivée de produits agricoles subventionnés. Les entreprises publiques sont privatisées et sont rachetées par des FTN étrangères ou par des amis du pouvoir en place. La violence et la pauvreté explosent et des millions de personnes émigrent vers le Nord du continent.

1.3 Les inégalités de développement

On trouve d'abord sur le continent des pays très développés comme les EU et le Canada. Les EU sont la première puissance du monde ; ils réalisent le premier PIB mondial (15 000 milliards de \$). Ils possèdent tous les attributs de la puissance : le hard power (la force militaire) et le soft power (la puissance économique et culturelle). Ils dominent le marché mondial des capitaux et possèdent des FTN qui investissent massivement au sud du continent.

On trouve aussi des pays émergents comme le Brésil dont le PIB (2400 milliards de \$) est supérieur à celui de la France. C'est un géant agricole qui fait figure de pionnier en matière d'agro-carburants. Il est membre des BRICS et il est devenu une puissance régionale.

Enfin, il existe des États comme Haïti où la pauvreté est abyssale, où la population souffre de la faim et n'est pas protégée contre les catastrophes naturelles.

2 Des tensions importantes

2.1 Le rejet de la puissance américaine

Les EU ont très tôt considéré l'Amérique latine comme leur chasse gardée (*doctrine Monroe* de 1823). Ils sont fréquemment intervenus pour défendre leurs intérêts et imposer leurs FTN. La CIA a renversé en 1954 le gouvernement du Guatemala pour défendre les intérêts de l'entreprise *United Fruit*. Durant la guerre froide, ils ont imposé un embargo à Cuba, renversé des gouvernements démocratiquement élus (*Salvador Allende* au Chili en 1973) et soutenu des dictateurs qui faisaient assassiner des militants de gauche par des escadrons de la mort. Ils ont inspiré la politique libérale du FMI à l'égard des pays surendettés. En réaction à ces ingérences, les populations portent au pouvoir des gouvernements de gauche (Chavez au Venezuela, Lula au Brésil, Morales en Bolivie) qui reprennent le contrôle des richesses naturelles et mettent en place des politiques sociales.

Cependant, il faut nuancer ces oppositions. Les États-Unis demeurent le principal débouché des exportations sud-américaines (85 % des exportations mexicaines) et cette dépendance va s'accroître avec le ralentissement chinois et le redressement de l'économie américaine. Si la culture américaine s'est largement répandue au sud du Rio Grande, les États-Unis se sont aussi ouverts à la culture latino-américaine. Dans le sud des États-Unis, on parle autant l'anglais que l'espagnol. Les candidats à l'émigration vers les États-Unis sont toujours aussi nombreux.

Tous les États réclament la régularisation de leurs citoyens présents clandestinement aux États-Unis et ils dénoncent la construction de la nouvelle barrière de sécurité à la frontière américano-mexicaine.

2.2 Les tensions entre les États d'Amérique du Sud

Il existe des conflits frontaliers entre les États. La Bolivie qui a perdu son accès au Pacifique refuse d'exporter son gaz par les ports chiliens. La Colombie reproche au Venezuela de soutenir la narco-rebellion des FARC tandis que Caracas dénonce l'implantation de nouvelles bases militaires américaines en Colombie. Les ZEE ne sont pas clairement définies et la présence de gisements off-shore rend l'entreprise encore plus ardue.

Tous les États réclament la régularisation de leurs citoyens présents clandestinement aux EU et ils dénoncent la construction de la nouvelle barrière de sécurité à la frontière américano-mexicaine.

Cependant, il faut nuancer ces oppositions car l'Amérique du sud reste la région du monde où les dépenses militaires sont les plus faibles.

2.3 Les tensions internes aux États

L'Amérique du Sud est un continent très inégalitaire. Une petite élite possède depuis des siècles l'essentiel des terres et de la richesse et elle ne recule devant aucun moyen pour conserver son hégémonie. La violence est endémique et omniprésente. Elle vient des grands propriétaires, des gangs (les "maras") qui contrôlent les bidonvilles (favelas), des forces de l'ordre...

Dans certains pays (Mexique, Colombie...), des régions entières (Colombie, nord du Mexique) sont contrôlés par des guérillas (les FARC, l'ELN) ou des cartels de la drogue.

Enfin, les Indiens dont les terres recèlent de nombreuses richesses naturelles sont régulièrement victimes de violences.

3 Les intégrations régionales et leurs limites

3.1 Trop d'organisations ?

Les Sud-américains ont créé de nombreuses organisations économiques et politiques.

Pendant la guerre froide, les EU ont créé l'OEA (Organisation des États Américains) pour combattre le communisme. Pour s'affranchir de la tutelle américaine, les nations du sud fondent d'abord l'UNASUR (Union des Nations d'Amérique du Sud), puis la CELAC (Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes). Contre le modèle libéral américain, le Venezuela crée l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques).

Il existe aussi des unions à but économique : la CAN (Communauté Andine des Nations), le MCC (Marché Commun Centraméricain), la CARICOM (Communauté Caribéenne), le MERCOSUR (Marché Commun du Sud), l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord-Américain).

3.2 Le MERCOSUR et l'ALENA

Le MERCOSUR est signé en 1991 par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Ces pays qui sont très dépendants des EU pour leurs exportations veulent diversifier leurs partenaires (Union Européenne), développer des échanges intra-zones en supprimant les douanes. Cependant, il existe des tensions car le Brésil domine de façon écrasante le nouvel ensemble par sa superficie et son potentiel économique.

Le Canada, les EU et le Mexique signent l'ALENA en 1994. Cet accord permet la circulation des marchandises, des capitaux mais pas des personnes. Les échanges se développent mais à l'avantage des EU (qui absorbent 87 % des exportations mexicaines). Des zones dynamiques se développent sur les frontières terrestres des EU, mais avec des nuances. Avec le Canada, la libre circulation des personnes a permis la création d'une grande région transfrontalière (la "*Main Street Amérique*") qui s'étend des Grands lacs au St-Laurent. Au sud, où la frontière est très surveillée, une division du travail particulière s'est mise en place. Des villes jumelles sont nées de part et d'autre de la frontière (la "*Mexamerica*"). Les activités de conception et de fabrication sont situées au nord tandis que le montage s'effectue dans les maquiladoras mexicaines. Le Mexique a accru sa dépendance à l'égard des EU et son agriculture est laminée par les exportations agricoles américaines largement subventionnées.

Inquiets devant la montée du MERCOSUR et de ses relations avec l'Europe, les EU proposent la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques). Mais ce projet a été rejeté par les principales puissances du sud.

3.3 Les limites des intégrations régionales

La création d'organisations régionales a eu quelques conséquences bénéfiques car le commerce a augmenté sur le continent. Les activités manufacturières sont plus nombreuses. De nombreux pays (Amérique centrale) ouvrent des zones franches pour attirer non seulement les délocalisations américaines mais aussi les entreprises chinoises qui travaillent pour le marché américain et qui veulent réduire leurs coûts de transport et de main d'œuvre.

Mais les organisations sont trop nombreuses pour être efficaces et à l'intérieur de chaque organisation les tensions n'ont pas été surmontées.

Les pays d'Amérique du Sud exportent toujours des matières premières ou des produits à faible valeur ajoutée vers le nord. Les Etats tout en affirmant leur attachement au processus d'intégration, multiplient les accords bilatéraux avec le grand voisin américain.

Conclusion

A partir des années 1980, Les EU obligent les pays du Sud du continent à libérer leurs économies et à s'ouvrir au commerce mondial. Les conséquences sont d'abord désastreuses pour les populations. Puis, les Etats s'impliquent davantage dans la mondialisation et ils utilisent leurs avantages comparatifs pour attirer des investissements. Pour se faire entendre dans les forums internationaux, ils forment des unions régionales sur le modèle européen. Mais, en raison de la diversité des économies, de l'absence de complémentarités et des tensions géopolitiques non résolues, ces intégrations ont produit jusqu'à présent des résultats très décevants.